

# Entre Trump et l'AfD : la géopolitique des espions s'installe en Allemagne

AUTEUR Lorenzo Monfregola

IMAGE © SIPA/Grand Continent

DATE 30 novembre 2025

D'ordinaire sous le radar, les agences de renseignement allemandes se trouvent prises aujourd'hui dans une étrange tenaille.

Alors que les menaces se multiplient — des ingérences russes au terrorisme islamiste en passant par les néonazis — elles sont soumise à la pression de Trump à l'extérieur et à celle de l'AfD à l'intérieur.

Pour Lorenzo Monfregola, le renseignement allemand pourrait être en train de prendre de plus en plus d'importance dans les luttes de pouvoir.



Ce n'est un secret pour personne que l'arrivée de l'administration Trump et ses restructurations des agences américaines ont suscité de nombreuses inquiétudes dans plusieurs services de renseignement européens. Il y a quelques semaines, les dirigeants des services néerlandais ont ainsi déclaré <sup>①</sup> qu'ils faisaient preuve d'une prudence accrue dans le partage d'informations avec leurs homologues américains.

D'autres États membres de l'Union souhaitent toujours poursuivre la coopération : en juin dernier, un cyber-spécialiste de 28 ans de la DIA (Defense Intelligence Agency) américaine aurait proposé des informations secrètes aux services allemands <sup>②</sup> , déclarant être motivé par le désir de contrecarrer l'administration Trump.

Le Service fédéral de renseignement (en allemand : *Bundesnachrichtendienst*, BND) aurait toutefois rapidement signalé l'aspirant informateur à ses homologues américains.

Cette affaire peut témoigner de la volonté qu'a l'Allemagne de montrer que le changement d'administration aux États-Unis ne remet pas en cause la coopération des services de renseignement allemands avec ceux outre-Atlantique ; à l'appui de cette thèse, on peut remarquer qu'après sa récente nomination, le nouveau président du BND, Martin Jäger, s'est immédiatement rendu en mission diplomatique aux États-Unis.

Malgré ces gages de confiance, les relations diplomatiques entre Berlin et Washington se sont détériorées : l'administration Trump reproche à l'Allemagne la surveillance que ses services de renseignement exercent sur l'AfD <sup>③</sup> .

En mai dernier, Tom Cotton, président républicain de la commission restreinte du renseignement du Sénat américain, a ainsi demandé à la directrice du renseignement national, Tulsi Gabbard, de ne plus fournir d'informations au BfV allemand <sup>④</sup> , en particulier celles utilisées pour surveiller l'AfD. Cette demande n'a pas eu de conséquences explicites, mais le message politique était clair.

Le soutien des États-Unis à l'extrême droite allemande ne vient pas seulement d'Elon Musk, mais aussi d'importants segments du parti républicain.

Le vice-président J. D. Vance a ouvertement critiqué le *Brandmauer* – le « mur coupe-feu », c'est-à-dire le cordon sanitaire contre l'extrême-droite – des partis allemands, qui marginalise activement l'AfD malgré son poids électoral ; en retour, des représentants de l'AfD se sont rendus récemment à New York pour renforcer davantage les relations avec l'administration Trump <sup>⑤</sup> .

La récente décision prise par le département d'État américain de déclarer « organisation terroriste » le groupe d'extrême gauche allemand « Antifa Ost » est également significative <sup>⑥</sup>.

Face à cette initiative, les autorités allemandes ont répondu qu'elles n'avaient pas été prévenues par les États-Unis de leur désir de porter l'organisation au rang des groupes terroristes ; après une série d'arrestations, elles ont ajouté qu'elles considéraient ce groupe comme moins dangereux que le Département d'État américain ne le jugeait <sup>⑦</sup>.

La décision américaine pourrait aussi avoir une dimension géopolitique : en exploitant le terme générique « Antifa », les républicains pourraient chercher à mettre en difficulté les partis de gauche allemands – y compris les sociaux-démocrates dans la coalition au pouvoir – qui ont montré au fil des ans leur soutien à d'autres organisations se définissant comme « antifa ». Alors que les services allemands s'occupent de l'AfD, Washington pourrait ainsi critiquer avec insistance Berlin pour ce qu'elle considère comme une réaction trop faible face à la violence politique de l'extrême gauche. Ce jeu géopolitique dans le domaine de la lutte contre le terrorisme n'en est peut-être qu'à ses débuts.

Dans la lutte contre l'islamisme radical, la contribution de services de renseignements étrangers est souvent le point de départ des opérations antiterroristes en Allemagne.

LORENZO MONFREGOLA

## L'AfD et les « inquiétudes » du renseignement américain

Le gouvernement de grande coalition dirigée par Friedrich Merz a été conçu comme un exécutif d'intérêt national : il s'appuie sur une coalition bipartisane classique CDU/CSU et SPD pour tenter de protéger l'équilibre institutionnel contre la montée des partis les plus radicaux – l'AfD à droite et Die Linke à gauche.

Mais l'exécutif allemand navigue en eaux troubles : l'une de ses principales difficultés vient du conflit entre les tentatives de Merz de se positionner comme une force conservatrice capable de prendre des voix à l'extrême droite et les positions plus à gauche d'une partie des sociaux-démocrates.

Cette dynamique a entraîné plusieurs ralentissements. L'un d'entre eux, emblématique, pourrait être le choix du nouveau président du renseignement intérieur, le BfV.

Après le départ de l'ancien président Thomas Haldenwang en novembre 2024, le poste est resté vacant pendant plus de dix mois, dont cinq sous le nouveau gouvernement. Ce n'est qu'en septembre que le ministre de l'Intérieur Alexander Dobrindt a choisi de nommer Sinan Selen à la tête du BfV <sup>8</sup>.

Les tergiversations autour de cette nomination pourraient avoir eu des raisons politiques compte tenu de l'importance cruciale que revêt désormais le BfV dans l'équilibre de la démocratie allemande <sup>9</sup>.

### **Le « dossier AfD »**

Le BfV est un service de renseignement intérieur atypique par rapport aux modèles d'autres pays.

Il ne mène pas de missions opérationnelles mais a pour seule fonction de collecter, d'analyser et d'évaluer les données relatives aux dangers qui menacent la Loi fondamentale allemande.

Conçu en 1950 comme *Frühwarnsystem* (système d'alerte précoce) de la *Wehrhafte Demokratie* – la « démocratie combative » qui agit de manière proactive pour se défendre – le BfV a pendant des années œuvré à la maîtrise des petits groupes d'extrême droite ou d'extrême gauche. À partir du milieu des années 1960, notamment en réaction à la naissance du parti néonazi NPD, il a aussi commencé à déclarer publiquement quand il entamait une observation et s'il classait une organisation politique comme extrémiste <sup>10</sup>.

La méthode éprouvée du BfV a fait l'objet d'un débat politique houleux ces dernières années, depuis que l'Office a commencé à surveiller l'AfD. Après une longue phase d'évaluation, le BfV a présenté le 2 mai 2025 à la ministre de l'Intérieur sortante, Nancy Faeser, un rapport qui évalue l'AfD comme étant « d'extrême droite », c'est-à-dire hostile à la Constitution allemande, en raison d'une « conception dominante du peuple fondée sur l'origine ethnique, incompatible avec l'ordre démocratique libéral ».

Les conséquences d'une telle classification sont multiples et prévoient, entre autres, la possibilité pour les services de mettre en place un contrôle beaucoup plus strict des membres du parti, un blocage des financements publics au parti ou de frapper ses membres d'une interdiction d'embauche dans la fonction publique.

Cette classification peut également favoriser une interdiction totale du parti, sans que celle-ci soit une formalité à obtenir, car la décision n'appartient évidemment pas aux services, mais à la Cour constitutionnelle fédérale <sup>(11)</sup>.

Une même dynamique est en cours dans la plupart des seize *Länder* allemands : en effet, chaque *Land* dispose à son tour d'un bureau local autonome de protection de la Constitution <sup>(12)</sup>, ce qui porte à dix-neuf le nombre de services de renseignement allemands.

Les LfV de Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe ont ainsi déjà officialisé leur classification de l'AfD comme force d'extrême droite en ce qui concerne leurs sections régionales respectives.

Dans les autres *Länder*, en revanche, l'AfD est toujours sous « observation ».

La question de l'AfD n'est pas que nationale : elle touche à la sécurité extérieure.

LORENZO MONFREGOLA

### **L'AfD en victime d'un « procès politique »**

Une chose est claire : la croissance de l'Alternative für Deutschland marque depuis au moins huit ans l'évolution du BfV et son rôle dans la société allemande.

Il est important de souligner que les observations, les déclarations publiques et les classifications de l'Office fédéral et des offices locaux ne semblent plus éroder le socle dur du consensus de l'AfD. Aujourd'hui, l'AfD est le principal parti d'opposition en Allemagne ; il est considéré par certains sondages comme le premier parti du pays avec 1 à 2 points de pourcentage d'avance sur la CDU-CSU <sup>(13)</sup>.

En réponse à ces enquêtes, l'extrême droite a quant à elle lancé depuis longtemps une campagne ouverte contre les services de renseignement intérieurs, les accusant d'agir sur mandat politique contre l'opposition. L'AfD et les médias qui la soutiennent accusent ainsi le BfV d'utiliser des méthodes dignes de la police de la pensée, agitant même le spectre des anciennes méthodes de l'Allemagne communiste – un argument très efficace pour obtenir un soutien à l'extrême droite dans les *Länder* de l'ancienne RDA.

Les nominations des présidents du BfV sont en effet politiques : si l'Office revendique toujours l'impartialité de son action, menée au nom des préceptes constitutionnels, il est sous la tutelle du ministère de l'Intérieur.

En novembre 2018, Angela Merkel avait décidé de remplacer Hans-Georg Maaßen par Haldenwang à la tête du BfV, considérant le premier comme trop indulgent envers l'extrême droite et l'AfD, en particulier lors des manifestations ultranationalistes et néonazies de Chemnitz<sup>14</sup>. Si Maaßen a ensuite dirigé un petit parti dissident de la CDU, la Werte Union, dans le but d'amener les chrétiens-démocrates à dialoguer avec l'AfD, Haldenwang, quant à lui, a quitté son poste pour se présenter aux élections anticipées du 23 février 2025 sous la bannière de la CDU.

Malgré ce remplacement, la situation n'a pas contribué à désamorcer les tensions avec l'AfD. L'affaire s'étend même à d'autres instances comme le PKGr, la commission parlementaire de contrôle des services de renseignement.

Le PKGr est actuellement composé de six membres, mais la Linke et l'AfD n'y sont pas représentées<sup>15</sup> : les candidats de Die Linke et de l'AfD qui avaient été proposés par leurs partis pour la PKGr n'ont pas obtenu la majorité des voix du Bundestag nécessaire pour être admis dans la commission.

La raison de ce double veto est simple : pour les partis plus traditionnels, la gauche radicale est considérée comme peu fiable en raison de ses positions anti-OTAN, tandis que l'AfD est considérée comme de plus en plus proche de la Russie.

En octobre dernier, le ministre de l'Intérieur de Thuringe, Georg Maier, a même accusé l'AfD de présenter des questions parlementaires ciblées sur instruction directe du Kremlin<sup>16</sup>, dans le but de recueillir des informations sur les infrastructures critiques et les capacités de défense de l'Allemagne.

## Des menaces hybrides

La question de l'AfD n'est en effet pas strictement nationale : elle touche à la sécurité extérieure.

Alors que le dossier AfD occupe une place importante dans le débat politique, les trois services de renseignement allemands doivent également faire face à un large éventail de menaces internes et externes. La dernière audition publique des présidents des trois services, qui s'est tenue le 13 octobre dernier devant la commission parlementaire PKGr, a mis au point un plan d'action complexe pour lutter contre les activités hybrides russes, le terrorisme islamiste, mais aussi les extrémismes de droite et de gauche.

Bien que le BND reste un service de collecte d'informations<sup>17</sup>, et non un service secret doté d'une capacité opérationnelle comme la CIA, le Mossad ou la DGSE, il est clair que Berlin ressent le besoin de se préparer à faire

face à des menaces bien plus graves que celles rencontrées au cours des trente-cinq dernières années.

Lors de cette audition, le nouveau président du BND Martin Jäger s'est déclaré convaincu que la Russie « n'hésiterait pas, si nécessaire, à entrer en conflit militaire direct avec l'OTAN<sup>(18)</sup> », et a évoqué une « nouvelle forme de confrontation » dans laquelle s'engage Moscou, à travers, par exemple, les survols de drones au-dessus des installations sensibles allemandes<sup>(19)</sup>. La menace était claire : « Nous ne pouvons pas rester tranquilles et penser qu'une attaque russe [une invasion d'un pays de l'OTAN] aura lieu au plus tôt en 2029. Nous sommes déjà dans le collimateur » ; il importe donc de commencer à « prendre des risques plus élevés, de manière ciblée et cohérente ».

Sur un tout autre front, le BND prévoit également que le Hamas pourrait se replier en Europe s'il était expulsé de Gaza, trouvant un champ d'action particulier en Allemagne. Martina Rosenberg, présidente du service de renseignement militaire (le MAD) depuis 2020, a souligné lors de l'audition devant les parlementaires que la menace hybride russe était également pour son service un sujet majeur de préoccupations : « À l'heure actuelle, l'Allemagne est la cible numéro un de la Russie en Europe. »

En conséquence, le MAD se concentre de plus en plus sur la protection des installations et des troupes de la Bundeswehr, y compris à l'étranger, comme dans le cas de la brigade allemande en Lituanie, déployée directement sur le flanc est de l'OTAN.

### **Radicalisation et « agents jetables » de Moscou**

Dans le même temps, les services de renseignement militaire doivent poursuivre une difficile bataille interne engagée depuis longtemps : celle contre la présence d'extrémistes de droite dans les rangs de la Bundeswehr. C'est là une question qui a fait l'objet d'une attention politique croissante ces dernières années compte tenu du rôle de plus en plus central que jouent les forces armées dans l'équilibre institutionnel de l'Allemagne.

La menace de l'extrême droite et des néonazis est évidemment prise en charge par le BfV ; néanmoins, l'Office pour la protection de la Constitution doit également faire face à la croissance constante de l'islamisme radical et du djihadisme sur le territoire allemand, en particulier chez les très jeunes – la radicalisation gagnant du terrain chez les mineurs, y compris des individus de moins de 14 ans.

Du côté de la Russie, une attention particulière est actuellement accordée aux « agents de bas niveau » ou aux agents « jetables », recrutés par les services de Moscou pour quelques centaines d'euros afin de commettre de

petits sabotages, c'est-à-dire des actions qui permettent au Kremlin de bénéficier d'une « dénégation plausible » parfaite.

Le BfV, le BND, le MAD et la police fédérale BKA ont ainsi lancé en septembre une véritable campagne<sup>30</sup> invitant chaque citoyen à « ne pas devenir un agent jetable » pour les services secrets d'un État étranger agissant contre l'Allemagne ; confronté à cette menace hybride, le président du BfV Selen a ainsi déclaré : « Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes plus en paix non plus. »

### **Le dilemme de la protection des données**

Pour fournir aux services de renseignement davantage de moyens dans cette lutte, le chancelier Merz a promis en septembre 2025 davantage de fonds et de « meilleures conditions juridiques » : une proposition de réforme du MAD a ainsi été faite pour élargir les possibilités du service militaire dans le domaine du contre-espionnage.

Pour le BfV et le BND, l'utilisation des données dans le cadre de la politique de « conservation des données », c'est-à-dire l'accès aux données des communications téléphoniques et du trafic Internet que les fournisseurs privés peuvent être tenus de conserver, reste un thème central. Actuellement, l'Allemagne dispose de lois très restrictives concernant cette pratique par les autorités de sécurité ; les tentatives de réforme visant à favoriser l'activité des services ont jusqu'à présent été rejetées car jugées dangereuses pour le droit et la vie privée.

C'est précisément à ces restrictions que serait liée la grande dépendance des services allemands à l'égard des informations fournies par les agences de renseignement d'autres pays, à commencer par celles qui disposent d'une liberté beaucoup plus grande en matière de collecte de données et d'interception de chats et d'appels téléphoniques, y compris au niveau international : des informations décisives peuvent par exemple provenir d'agences américaines, israéliennes ou d'autres partenaires, ou encore des services du pays dont est originaire un suspect.

Dans la lutte contre l'islamisme radical en particulier, la contribution de services de renseignements de pays étrangers est souvent le point de départ des opérations antiterroristes en Allemagne.

Le dilemme américain doit ainsi être compris à cette lumière : dépendante des États-Unis pour sa sécurité, Berlin est contrainte de les concilier avec la sympathie de l'administration Trump pour l'AfD – pourtant placée sous observation par les services de renseignement allemands.

**SOURCES**

- ① Ian Allen, « Dutch spy services have restricted intelligence-sharing with the United States : report », IntelNews, 20 octobre 2025. ↑
- ② Lorenzo Monfregola, « Così Berlino collabora con l'intelligence americana. Il caso Laatsch », Il Foglio, 12 juin 2025. ↑
- ③ D'autres questions décisives dans les relations entre les services allemands et américains sont liées à des dossiers complexes comme celui du Groenland et celui, crucial et historique, de la Russie. ↑
- ④ « Nach AfD Hochstufung : US-Senator fordert Stop der Geheimdienstkooperation mit Deutschland », EuroNews, 8 mai 2025. Le BfV — Bundesamt für Verfassungsschutz, soit l'Office pour la protection de la Constitution — est le service de renseignement allemand pour la sécurité intérieure. ↑
- ⑤ Sarah Marsh, Paul Carsten, Maria Tsevtkova, « On the rise in Germany, far-right AfD deepens ties to Trump administration », Reuters, 31 octobre 2025. ↑
- ⑥ Designations of Antifa Ost and Three Other Violent Antifa Groups, United States Department of State, 13 novembre 2025. ↑
- ⑦ « Berlin downplays risk from German Antifa group targeted by US », Reuters, 14 novembre 2025. ↑
- ⑧ Selen était en réalité déjà vice-président de l'Office depuis 2019 et exerçait les fonctions de coprésident par intérim depuis le départ de Haldenwang. ↑
- ⑨ Les deux autres services de renseignement allemands jouent également un rôle de plus en plus central en Allemagne. Le BND (Bundesnachrichtendienst), le service de renseignement extérieur, est considéré comme prioritaire pour contrer la menace hybride russe. Le MAD (Militärische Abschirmdienst), le service de renseignement militaire, est de plus en plus important dans le cadre du Zeitenwende, le « tournant historique » des investissements massifs dans les forces armées allemandes. ↑
- ⑩ Cette déclaration était faite après avoir observé et analysé un parti ou une association dans ses discours publics, ses programmes, sa communication, ses personnalités, ses références théoriques et culturelles. ↑
- ⑪ L'AFD a fait appel devant le tribunal de Cologne contre l'évaluation du BfV, qui a donc suspendu sa classification le 8 mai dernier par respect pour la procédure judiciaire. ↑
- ⑫ Soit le Landesamt für Verfassungsschutz, soit les départements correspondants des ministères de l'Intérieur. ↑
- ⑬ Wahlumfragen zur Bundestagswahl ↑
- ⑭ Bastian Brandau, « 2018 in Sachsen – Chemnitz – eine zerrissene Stadt », Deutschlandfunk, 3& décembre 2018. ↑
- ⑮ Le seul membre de l'opposition est un député des Verts. ↑
- ⑯ Dietmar Neuerer, « AfD-Spionage im Auftrag des Kremls? SPD-Innenminister schlägt Alarm », Handelsblatt, 22 octobre 2025. ↑
- ⑰ Florian Flade, « Bundesnachrichtendienst : Bald ein echter Geheimdienst? », tagesschau, 13 novembre 2025. ↑
- ⑱ Michael Nienaber, « German Spy Chief Warns Russia Tensions Can Turn Hot Anytime », Bloomberg, 13 octobre 2025. ↑
- ⑲ Ferdinand Knapp, « Drones buzz over military facilities in Germany, minister confirms », Politico, 1er novembre 2025. ↑
- ⑳ Reinhard Bingener, Markus Wehner, « Wie deutsche Behörden gegen russische „Wegwerf-Agenten“ vorgehen », Frankfurter Allgemeiner, 29 août 2025. ↑